



Association générale des professeurs
de l'enseignement secondaire et supérieur a.s.b.l.

Luxembourg, le 9 février 2021

Communiqué de presse

Halte à la recrudescence d'actes de violence chez les jeunes !

Précisons-le dès le départ, les élèves aux troubles du comportement dont nous parlons ne constituent qu'une minorité absolument marginale de notre jeunesse. N'empêche que cette minorité est déjà trop importante et que la tendance est malheureusement à la hausse.

Suite à l'acte irréversible commis vraisemblablement par deux mineurs d'âge en date du 26 janvier 2021, nous ne pouvons que nous étonner de certaines réactions, notamment politiques.

En effet, citons la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, suivant RTL : « *Et ass e Problem op dee scho laang higewise gëtt, esou d'Buergermeeschtesch.* » et « *Et stellt een eng grouss Bereetschaft vu Gewalttätegkeet fest an ech mengen de Moment ass do, fir dat unzeschwätzen.* »

Qui donc a déjà pointé du doigt, depuis longtemps, la violence de certains jeunes ?

Certainement pas les partis politiques au pouvoir, on s'en serait aperçu. Au contraire, en octobre 2017, un membre de notre comité exécutif avait rédigé un communiqué de presse intitulé *Réaction à l'incident survenu au Lycée technique hôtelier Alexis Heck le 17.10.2017* : « *Schüler menacéiert Schoulpersonal, Police gëtt alarméiert* » et qui avait commencé ainsi : « Ce " fait divers " n'étonne aucun enseignant membre d'un lycée technique au Luxembourg. En effet, les situations délicates avec les élèves – à un doigt de l'escalade maximale – sont le lot quotidien des enseignants dans les lycées techniques. »

À l'époque, un député du « LSAP » s'était indigné du fait que l'on puisse imaginer un « déclin moral » au niveau d'une certaine jeunesse et s'était félicité, après une réunion de commission à la Chambre des Députés que « les gens qui avançaient cette thèse avaient tort ».

Heureusement que ce dernier député s'était illico fait remettre à sa place par une lettre à la rédaction publiée par une mère inquiète de la situation. Par la suite, on n'a rien vu ni entendu des politiciens sur la question.

En juin 2019, il ressortait d'une question parlementaire (n° 581) que la violence à l'école avait augmenté de 25,7%. Deux ministres (Éducation et Police) avaient alors tenté de dédramatiser la situation en prétendant qu'il ne s'agissait que d'une « légère » augmentation.

Notre membre du comité exécutif avait saisi cette réponse ministérielle pour rédiger une lettre à la rédaction (annexée), envoyée à deux organes de presse, et qui n'a jamais été publiée ...

On ne peut donc s'empêcher de constater que les politiciens au pouvoir et une partie de la presse ont détourné le regard de l'épineux problème de la violence chez certains élèves.

Pour l'un des jeunes, il est désormais trop tard, l'irréparable ayant été commis. Combien de temps s'écoulera jusqu'à ce qu'un acte similaire se déroule dans l'enceinte même d'une école ? Il est indigne d'un pays comme le Grand-Duché que la grande majorité des jeunes, des enseignants, des membres du personnel et des directions des lycées courent le risque de violences physiques. Tout simplement par le fait que certains jeunes avec des troubles du comportement les côtoient au quotidien. Tout simplement par le fait que le Grand-Duché ne dispose pas de structure d'éducation spécialisée pour ces jeunes avec des troubles du comportement.

Le comité exécutif de l'AGESS

Daniel REDING, Président

Estelle KERSCHEN, Vice-Présidente

Eric BRUCH, Secrétaire général

Alain KIEFFER, Trésorier